



Déclaration CSE 12.10.24

Monsieur le Ministre, mesdames, messieurs les membres du CSE.

Un peu plus d'un mois après la rentrée, il n'est plus possible de camoufler la réalité sur le manque de personnel d'enseignement, d'éducation, d'orientation, le manque de personnels administratifs, de personnels santé-sociaux. Il n'a jamais été aussi urgent de restaurer l'attractivité de nos métiers.

Pour le Sgen-CFDT et la Fep CFDT, le premier levier à activer reste la rémunération. Considérer que le sujet rémunération est clôt est une injure aux personnels.

A la veille d'une journée de mobilisation interprofessionnelle, intersyndicale et européenne, contre l'austérité et pour l'augmentation des salaires, nos attentes sont fortes. La pseudo-revalorisation de cette année aura juste compensé l'inflation. Ce n'est pas suffisant pour espérer relancer l'attractivité des métiers. Nous continuons de revendiquer le triplement de l'ISAE-ISOE en 2024 pour reconnaître pleinement les missions qui se sont ajoutées depuis des années à toutes et tous. Nous revendiquons des salaires décents pour tous les personnels. Si les grilles de catégories C sont repassés au dessus du smic cet été, l'espoir de progrès au cours de la carrière restent limité. Nous revendiquons toujours un statut de fonctionnaire catégorie B pour les AESH. Nous revendiquons l'égalité professionnelle femmes-hommes, et la réduction de l'écart de rémunération actuellement de 28 à 14% selon les corps.

Votre réponse à court terme pour résoudre l'attractivité, monsieur le Ministre, est le recrutement massif de contractuels. Ce sont des personnels précaires, mal rémunérés, peu ou pas formés à qui vous demandez d'être opérationnels dès la prise de poste. Est-ce ainsi que vous pensez améliorer le service public d'éducation ?

Votre réponse à moyen terme, Monsieur le Ministre est « l'école normale du XXIème siècle ». Pour le Sgen-CFDT, on ne recrutera pas les enseignant·e·s du futur avec des recettes du passé. Un décrochage du recrutement des enseignant·e·s du premier degré n'est pas acceptable et ferait revenir la situation des professeur·e·s des écoles 30 ans en arrière. D'une façon plus générale, le Sgen-CFDT revendique toujours le maintien du même schéma de recrutement, de formation initiale et de rémunération pour tous les corps d'enseignement et d'éducation afin d'ancrer une égale dignité et une égale reconnaissance de ces personnels.

Mais la formation initiale a elle seule ne peut suffire, elle doit nécessairement être articulée avec la formation continue. Or votre volonté de ne plus voir d'heures d'enseignement supprimées dans les emplois du temps des élèves vient mettre à mal la formation continue de l'ensemble des enseignantes et enseignants ainsi que l'organisation des missions des formatrices et formateurs qui voient leur travail méprisé. Vous arrivez même, monsieur le Ministre à dégrader la situation pourtant déjà catastrophique dans le premier degré avec des formations à caractère obligatoire sur le temps des congés scolaires. Pour le Sgen-CFDT, la formation continue est impérative si l'on veut améliorer les apprentissages des élèves, changer les programmes ne suffira pas.